

***Documentation Financière***

Information Memorandum  
*(Dossier de Présentation Financière)*

**Name of the Programme**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE),  
French *Certificats de Dépôt*

**Name of the Issuer**  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)

**Type of Programme**  
French *Certificats de Dépôt* Programme

**Programme Size**  
EUR 6,000,000,000

**Ratings of the Programme**  
P-1 Moody's Investors Service Ltd  
F1+ Fitch Ratings

**Arranger**  
SOCIETE GENERALE

**Issuing and Paying Agent** (*Agent Domiciliataire*)  
SOCIETE GENERALE

**Dealers**  
BNP PARIBAS  
CREDIT AGRICOLE CIB  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
ING Bank NV  
SOCIETE GENERALE

**Effective date of the Information Memorandum**  
July 3rd 2013

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the "Securities Act"), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

Prepared in compliance with Articles L.213-1 A to L.213-4-1 of the Code monétaire et financier

An original copy of this document is sent to:

BANQUE DE FRANCE  
Direction Générale des Opérations  
Direction de la Stabilité Financière (DSF)  
35-1 134 Service des Titres de Créances Négociables  
39, rue Croix des Petits Champs  
75049 PARIS CEDEX 01  
A l'attention du chef de service

## TABLE OF CONTENTS

### FRENCH SECTION

#### RESUME DE LA DOCUMENTATION FINANCIERE

- I DESCRIPTION DU PROGRAMME
- II DESCRIPTION DE L'EMETTEUR
- III CERTIFICATION D'INFORMATION
- IV INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR

#### ANNEXES

- ANNEXE I **Rapports annuels et comptes annuels**  
Rapport Annuel Consolidé 2012 de HELABA (LANDESBANK HESSEN-  
THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Rapport Annuel Consolidé 2011 de HELABA (LANDESBANK HESSEN-  
THÜRINGEN GIROZENTRALE)
- ANNEXE II **Rapports des auditeurs**
- ANNEXE III **Notation du Programme, informations additionnelles**

### ENGLISH SECTION

- I DESCRIPTION OF THE PROGRAMME
- II DESCRIPTION OF THE ISSUER
- III CERTIFICATION OF INFORMATION
- IV INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL

#### APPENDICES

- APPENDIX I **Issuer Annual Reports and financial accounts**  
Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-  
THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Consolidated Annual Report 2011 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-  
THÜRINGEN GIROZENTRALE)
- APPENDIX II **Report of independent auditors**
- APPENDIX III **Rating of the Programme, additional information**

## **FRENCH SECTION**

### **I. DESCRIPTION DU PROGRAMME**

#### **Description du Programme de Certificats de Dépôt**

Articles D. 213-9, II, 1<sup>o</sup>, et D. 213-11 du Code monétaire et financier et article 1 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et toute réglementation postérieure.

#### **1.1 Nom du Programme :**

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), French *Certificats de Dépôt*

#### **1.2 Type de programme :**

Programme de Certificats de Dépôt conformément aux articles L. 213-1 A à L. 213-4-1 et D. 213-1 à D. 213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables.

#### **1.3 Nom de l'Emetteur :**

**HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)**

#### **1.4 Type d'émetteur :**

Etablissement de crédit

#### **1.5 Objet du Programme :**

Afin de satisfaire aux besoins généraux de financement d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ("l'Emetteur" ou la "Banque") et de ses filiales, l'Emetteur procédera à l'émission périodique de Certificats de Dépôt, conformément aux articles L. 213-1 A à L. 213-4-1 et D. 213-1 à D. 213-14 du Code monétaire et financier et à toutes les réglementations applicables.

#### **1.6 Plafond du Programme :**

L'encours maximal des Certificats de Dépôt émis aux termes du Programme s'élèvera à 6 milliards d'euros ou sa contre-valeur en toute autre devise autorisée à la date d'émission.

#### **1.7 Forme des Certificats de Dépôt :**

Les Certificats de Dépôt (TCN ou Titres de Créances Négociables) sont des titres de créances négociables, émis au porteur et sont inscrits en compte auprès d'intermédiaires autorisés conformément à la législation et à la réglementation française en vigueur.

#### **1.8 Rémunération :**

La rémunération des Certificats de Dépôt est libre.

Cependant, si l'Emetteur émet des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice ou une clause d'indexation, l'Emetteur n'émettra que des Certificats de Dépôt dont la rémunération est liée à un indice usuel du marché monétaire, tel que, mais non limité à : EURIBOR, LIBOR ou EONIA.

De telles formules de rémunération ne doivent pas résulter en un remboursement du capital en dessous du pair.

L'Emetteur ne peut pas émettre de Certificats de Dépôt avec paiements de principal qui peuvent potentiellement être variables.

Dans le cas d'une émission comportant une option de prorogation ou de rachat, telle que prévue au paragraphe 1.10 ci-après, les conditions de rémunération du Certificat de Dépôt seront fixées à l'occasion de l'émission initiale et ne pourront pas être modifiées ultérieurement, notamment à l'occasion de l'exercice de l'option de prorogation ou de rachat.

**1.9 Devises d'émission des Certificats de Dépôt :**

Les Certificats de Dépôt seront émis en euro ou dans toute autre devise autorisée par la législation française en vigueur au moment de l'émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.

**1.10 Échéance des Certificats de Dépôt :**

L'échéance des Certificats de Dépôt sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes ladite échéance ne peut être inférieure à un jour ni supérieure à 365 jours (366 jours lors d'une année bissextile).

Les Certificats de Dépôts peuvent être remboursés avant maturité en accord avec les lois et les réglementations applicables en France. L'option de remboursement anticipé, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée de Certificats de Dépôt.

L'Émetteur se réserve le droit de racheter les Certificats de Dépôt, en conformité avec la législation et la réglementation françaises applicables.

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront comporter une ou plusieurs options de prorogation de l'échéance (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

Les Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme pourront aussi comporter une ou plusieurs options de rachat par l'Émetteur (au gré de l'Émetteur, ou du détenteur, ou en fonction d'un (ou plusieurs) événement(s) indépendant(s) de l'Émetteur et/ou du détenteur).

L'option de prorogation ou de rachat de Certificats de Dépôt, s'il y a lieu, devra être spécifiée explicitement dans le formulaire de confirmation de toute émission concernée.

En tout état de cause, la durée de tout Certificat de Dépôt assorti d'une ou de plusieurs de ces clauses, sera toujours, toutes options de prorogation ou rachat comprises, conforme à la réglementation en vigueur au moment de l'émission dudit Certificat de Dépôt.

**1.11 Montant minimal des émissions :**

Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque émission, sera au moins égal à 200.000 euros ou à la contre-valeur de ce montant en toute autre devise.

**1.12 Valeur nominale minimale des Certificats de Dépôt :**

200.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en toute autre devise.

**1.13 Rang de créance des Certificats de Dépôt :**

Les Certificats de Dépôt constitueront des obligations directes, non assorties de sûreté et non subordonnées de l'Émetteur, venant au moins à égalité de rang avec les autres obligations présentes et futures, directes, non assorties de sûreté, non garanties et non subordonnées de l'Émetteur.

**1.14 Droit applicable aux Certificats de Dépôt :**

Tout Certificat de Dépôt émis dans le cadre de ce Programme sera régi par le droit français.

Tous les litiges auxquels l'émission des Certificats de Dépôt pourraient donner lieu seront régis par le droit français et interprétés selon le droit français.

**1.15 Cotation :**

L'ensemble, ou une partie seulement, des Certificats de Dépôt émis dans le cadre de ce Programme pourront être admis à la négociation sur Euronext Paris.

Il pourra être vérifié si une émission de Certificats de Dépôt est admise à la négociation sur Euronext Paris sur le site internet d'Euronext Paris à l'adresse :

<https://bonds.nyx.com/pt-pt/products/eu-products/short-term>

**1.16 Système de règlement livraison de l'émission :**

Les Certificats de Dépôt seront émis via Euroclear France.

**1.17 Notation :**

Les agences de notation Moody's Investors Service Ltd et Fitch Ratings ont respectivement attribué les notations P-1 et F1+ au Programme.

Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.

Les informations additionnelles relatives à la notation du programme sont insérées en Annexe III.

**1.18 Garant :**

Le Programme ne bénéficie d'aucune garantie.

**1.19 Agent Domiciliataire :**

L'Emetteur a désigné la SOCIETE GENERALE en qualité d' "Agent Domiciliataire" pour le Programme.

L'Emetteur peut décider de remplacer l'Agent Domiciliataire d'origine ou de nommer d'autres Agents Domiciliataires et, dans cette hypothèse, mettra à jour la Documentation Financière conformément à la réglementation en vigueur.

**1.20 Arrangeur :**

SOCIETE GENERALE

**1.21 Mode de placement :**

Les Certificats de Dépôt seront placés par les Agents Placeurs suivants (les "Agents Placeurs") : BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V et SOCIETE GENERALE.

L'Emetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Emetteur.

**1.22 Restrictions à la vente :**

## Restrictions Générales

Aucune mesure n'a été ou ne sera prise par l'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt émis dans le cadre du Programme aux fins de permettre une offre au public des Certificats de Dépôt, ou la détention ou la distribution de la Documentation Financière ou de tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt, dans un pays ou un territoire où des mesures sont nécessaires à cet effet.

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, chaque souscripteur initial et chaque détenteur subséquent de Certificats de Dépôt s'est engagé, dans la mesure du possible, et au mieux de ses connaissances, à respecter les lois et règlements en vigueur dans chaque pays ou territoire où il achète, offre ou vend les Certificats de Dépôt ou dans lequel il détient ou distribue la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt et à obtenir tout consentement, accord ou permission nécessaire à l'achat, l'offre ou la vente de Certificats de Dépôt conformément aux lois et règlements qui lui sont applicables et à ceux du pays ou territoire où il réalise cet achat, offre ou vente et ni l'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, ni aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt n'encourt de responsabilité à ce titre.

L'Emetteur, ni aucun Agent Placeur, aucun souscripteur initial ou détenteur subséquent de Certificats de Dépôt n'offrira, ne vendra ni ne remettra, directement ou indirectement, les Certificats de Dépôt ou distribuera la Documentation Financière ou tout autre document relatif aux Certificats de Dépôt, dans aucun pays ou territoire excepté dans des circonstances qui aboutissent au respect de toutes les lois et règlements applicables et qui ne mette aucune obligation à la charge de l'Emetteur.

### France

L'Emetteur, chaque Agent Placeur, tout souscripteur initial a déclaré et garanti et chacun des détenteurs futurs des Certificats de Dépôt sera réputé avoir déclaré et accepté, au jour de la date d'acquisition des Certificats de Dépôt, s'engager à se conformer aux lois et règlements français en vigueur relatifs à l'offre, au placement, à la distribution et à la revente de Certificats de Dépôt ou à la distribution en France des documents y afférent.

Pour les autres pays, merci de vous référer au § 1.22, *English Section* (§1.22 de la section en anglais).

#### **1.23 Fiscalité :**

L'Emetteur ne s'engage pas à indemniser les détenteurs de Certificats de Dépôt en cas de prélèvement de nature fiscale en France ou à l'étranger, sur toutes sommes versées au titre des Certificats de Dépôt, à l'exception des droits de timbres ou droit d'enregistrement dus par l'Emetteur en France.

#### **1.24 Implication d'autorités nationales :**

Banque de France

#### **1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du Programme :**

Des informations sur l'Emetteur peuvent être obtenues sur :

• le site web de HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) :

[www.helaba.de](http://www.helaba.de)

• Contacts :

Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale

Neue Mainzer Strasse 52-58

D-60311 Francfort-sur-le-Main

Frédéric Topin: Commercial Paper Desk

e-mail: frederic.topin@helaba.de  
Tél : +49 69 91 32 - 17 57  
Fax : +49 69 91 32 - 21 53

Birgit Adolph: Liability Management & Funding  
e-mail: birgit.adolph@helaba.de  
Tél : +49 69 91 32 – 21 94  
Fax : +49 69 91 32 –31 77

Bernd Gesser: Liability Management & Funding  
e-mail: bernd.gesser@helaba.de  
Tél : +49 69 91 32 – 31 94  
Fax : +49 69 91 32 – 31 77

- 1.26 Informations complémentaires relatives au Programme**  
Optionnel<sup>1</sup>
- 1.27 Commissaires aux comptes de l'Emetteur ayant audité les comptes annuels de l'Emetteur**  
Merci de vous référer au *Chapter III, English section* (chapitre III de la section en anglais).
- 1.28 Mise à jour et communication de la documentation financière :**  
Merci de vous référer au § 1.28, *English Section* (§ 1.28 de la section en anglais).

---

<sup>1</sup> Optionnel : information pouvant être fournie par l'émetteur sans que la réglementation française ne l'impose

## II. DESCRIPTION DE L'EMETTEUR

Article D. 213-9, II, 2° du Code monétaire et financier et article 2 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié et les réglementations postérieures.

### 2.1 Dénomination sociale :

**LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE**

### 2.2 Forme juridique :

L'Emetteur, qui est un établissement de crédit, a été créé en République Fédérale d'Allemagne sous la forme d'un établissement public. Constitué sous le régime du droit public allemand, il relève de la compétence des tribunaux de la République Fédérale d'Allemagne. Helaba est une entité légale de droit public. Helaba, comme d'autres institutions bancaires en Allemagne, est soumis à la supervision gouvernementale et à la réglementation de l'Autorité Financière Fédérale de Supervision (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*), autorité indépendante aux pouvoirs réglementaires, avec l'assistance de la Deutsche Bundesbank conformément à la loi bancaire allemande (*Gesetz über das Kreditwesen*) du 10 juillet 1961 (telle que modifiée).

En plus de cette supervision bancaire générale, Helaba est soumis à la supervision statutaire des Etats fédéraux de Hesse et de Thuringe (Sections 2(1) et 12(1) du traité de l'Etat).

### 2.3 Date de constitution :

La *Hessische Landesbank Girozentrale* a été créée en 1953 suite à la fusion de *Hessische Landesbank Darmstadt* (fondé en 1940), de *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (fondé en 1840) et de *Landeskreditkasse zu Kassel* (fondé en 1832). Le 1<sup>er</sup> juillet 1992, le traité sur la formation d'une organisation conjointe des caisses d'épargne "*Joint Savings Bank Organisation*" entre les Etats de Hesse et de Thuringe est entré en application. Depuis cette date, Helaba opère sous le nom "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*".

La dénomination sociale de l'Emetteur est "*Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale*", le nom commercial est "Helaba".

Helaba a été créé en République Fédérale d'Allemagne et est régi par le droit public allemand.

### 2.4 Sièges sociaux :

Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Francfort-sur-le-Main  
Tel : +49 69 91 32 – 01  
Fax : +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16  
D-99084 Erfurt  
Tel : +49 361 217 – 71 00  
Fax : +49 361 217 – 71 01

### 2.5 Numéro d'immatriculation et lieu d'enregistrement :

Helaba est enregistré auprès des registres du commerce de Francfort-sur-le-Main (numéro HRA 29821) et Jena (numéro HRA 102181).



## 2.6

### Objet social résumé :

Helaba est une banque régionale.

La Banque peut en particulier exercer les fonctions d'organe centralisateur pour les caisses d'épargne dans les Etats Fédéraux de Hesse, Thuringe et de Rhénanie-du-Nord-Westphalie et les fonctions de banque de prêts aux collectivités locales et de banque d'Etat pour les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe. La Banque peut également assumer les fonctions d'un organe centralisateur pour les caisses d'épargne d'autres Etats fédéraux.

En qualité d'organe centralisateur pour des caisses d'épargne, la Banque devra notamment gérer les liquidités des caisses d'épargne dans les Etats fédéraux précisés dans la sous-section 1 par le biais d'une politique d'investissement appropriée et devra élargir les facilités de liquidités appropriées pour les caisses d'épargne. Elle sera également responsable, en coopération avec les caisses d'épargne, des opérations commerciales découlant de ses activités exercées en sa qualité susmentionnée.

En sa capacité de banque municipale et banque d'Etat, la Banque devra conduire les opérations bancaires des autorités locales et des associations des autorités locales, des Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe, d'autres compagnies, institutions, fondations de droit public et des entreprises associées à ces dernières et devra les assister dans la réalisation de leurs fonctions par le biais de ses opérations commerciales.

La Banque peut assurer les fonctions de "trustee" et aider au développement du secteur public pour les Etats Fédéraux de Hesse et Thuringe et d'autres autorités publiques. Conformément aux plans de développement du secteur public, particulièrement dans les domaines du logement et du développement urbain, de l'industrie et du commerce, de l'agriculture et de la protection environnementale, ces fonctions seront réalisées par les divisions établies au sein de la Banque à Hesse et Thuringe et ce conformément à la section 8 sous-section 4 du Traité sur la Constitution de l'Association des Caisses d'Epargne Conjointes de Hesse-Thuringie.

La Banque devra diriger une Association de Construction et de Prêt (*Bausparkasse*), en particulier dans les Etats Fédéraux d'Hesse et Thuringe, en conformité avec la Loi Allemande relative à l'Association de Construction et de Prêt (*Gesetz über Bausparkassen*). Il s'agit d'une institution légalement dépendante, connue sous la dénomination "*Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*". Des comptes annuels propres ainsi qu'un rapport de gestion doivent être élaborés et préparés pour l'Association de Construction et de Prêt.

La Banque peut conduire des opérations bancaires de toutes sortes et également fournir tous services et exécuter d'autres transactions usuelles dans le domaine de l'activité bancaire dès lors que ces opérations sont menées directement ou indirectement afin de satisfaire à l'objet de la Banque. A ce titre, la Banque peut acquérir des participations, créer ses propres institutions indépendantes et acquérir et disposer de propriétés immobilières développées ou non développées et de titres équivalents.

La Banque devra être autorisée à émettre des obligations hypothécaires (*Pfandbriefe*) conformément aux dispositions de la Loi Fédérale Allemande sur l'émission des lettres de gage (*Pfandbriefgesetz*) ou autres types d'obligations.

Dans le cadre de ses fonctions, la Banque peut devenir membre d'associations et d'autres organisations.

Les activités de la Banque devront être conduites sur la base de bonnes pratiques commerciales en tenant compte des considérations économiques générales et en répondant aux besoins des intérêts des caisses d'épargne et des autorités municipales. Au regard de la nature publique des missions de la

Banque, la réalisation de profits ne doit pas être l'objet principal de son activité.

### **Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs**

En tant que membre de la Réserve de Garantie des Dépôts (*Sicherungsreserve*) de la Banque Régionale (*Landesbanken*)/Banque Postale Centrale, Helaba est un membre du Programme de Protection des Dépôts et d'Indemnisation des Investisseurs de *Sparkassen-Finanzgruppe* (le "Programme"). L'objet de ce Programme est de s'assurer que toutes les institutions membres elles-mêmes soient protégées, en particulier leur liquidité et leur solvabilité. Toutes les banques d'épargne (*Landesbanken*) et banques de prêts immobiliers et d'épargne (*Landesbausparkassen*) sont membres de ce Programme. Le Programme comprend les fonds suivants qui constituent un modèle de responsabilité conjointe offrant une indemnisation conformément à leurs statuts ou Chartes respectifs : onze Fonds de Garantie des Banques d'Epargne (*Sparkassenstützungsfonds*) mis en place par les banques d'épargne régionales et les banques postales, la Réserve de Garantie des Dépôts (*Sicherungsreserve*) de la *Landesbausparkassen*. Dans l'hypothèse d'une crise, la liquidité et la solvabilité d'une institution peut être protégée par les mesures de supports appropriées. Les institutions affectées par la crise peuvent ainsi être en mesure de continuer à remplir leurs obligations sans restriction. Ainsi, les dépôts des clients sont aussi protégés sans limite de montant.

En outre, il existe aussi un Fonds de Réserve des Banques d'Epargne et une Banque Postale Hesse-Thuringe, dont Helaba est devenu membre.

## **2.7**

### **Rapide description des principales activités de l'Emetteur**

(I et II du 3° de l'article 2 de l'arrêté du 13 février 1992 modifié)

#### **Présentation générale de l'activité**

Helaba est autorisé à faire toutes sortes d'opérations bancaires et de rendre toutes sortes de services financiers, à l'exception de la gestion d'un Système Multilatéral de Négociation.

Le business modèle stratégique d'Helaba repose sur les trois unités fonctionnelles "Banque de Gros", "S-Group, Clientèle Privée et activité PME", "Développement Public et infrastructure".

Helaba concentre ses activités au sein de la ligne métiers "Banque de Gros" sur les six activités principales suivantes : Immobilier, Finance d'Entreprise, Institutions Financières et Institutions Publiques Etrangères, Activités de Marchés, Gestion d'Actif et Activités d'Affaires. Helaba suit une stratégie de vente à deux volets selon laquelle elle ne vise pas seulement les produits clients des différentes activités cibles, mais également les ventes directes aux clients sur tous les produits auprès des grandes sociétés et des sociétés du segment supérieur des PME, des clients institutionnels, des institutions publiques nationales et des entreprises municipales. Elle maintient également une présence directe sur les marchés locaux au travers de ses succursales à Londres, Paris et New York et par ses bureaux de représentation internationaux à Madrid, Moscou et Shanghai.

Au sein de l'unité fonctionnelle "S-Group, Clientèle Privée et activité PME", Helaba, selon sa propre évaluation, est un acteur majeur du S-Group ou des banques d'épargne en Allemagne. Dans les Etats Fédéraux de Hesse et de Thuringe, Helaba et le S-Group *Sparkassen* constituent le *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui repose sur le business modèle de l'unité économique et une notation de joint *Verbund*. Durant l'été 2012, une coopération globale et des accords commerciaux ont été passés entre *Sparkassen* et ses associations. De plus, il existe des accords commerciaux avec *Sparkassen* dans l'Etat Fédéral de Brandebourg. Les accords de coopération avec *Sparkassen* en Rhénanie-du-Nord Westphalie et Brandebourg complètent le S-Group Concept du *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, qui continue sous sa forme actuelle. En relation avec l'acquisition de *NRW-Verbundbank* à l'été 2012, les deux Ministères des

Finances ont transféré le rôle de banque d'épargne centrale à Helaba pour le *Sparkassen* en Rhénanie-du-Nord-Westphalie et Brandebourg.

A travers la *Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*, entité légalement dépendante, Helaba considère détenir une position leader sur l'activité *Bausparkassen* dans les deux Etats Fédéraux. *Frankfurter Sparkasse*, une filiale détenue à 100% par Helaba est, selon la propre opinion de l'Emetteur, un leader en matière de banque de détail dans la région de Francfort et de Mainz. Par le biais de *1822 direkt*, *Frankfurter Sparkasse* a aussi une base importante dans l'activité de banque directe nationale. Via *Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG* et sa nouvelle filiale *Frankfurter Bankgesellschaft AG (Deutschland)* détenue à 100%, Helaba offre des produits de banque privée, gestion de fortune et de gestion d'actifs pour *Sparkassen*.

Le secteur "Développement Public et infrastructure" d'Helaba gère des programmes de développement public pour l'Etat Fédéral de Hesse à travers *Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen* (WIBank) en tant qu'établissement légalement dépendant d'Helaba. WIBank, qui bénéficie d'exemptions en matière d'impôt sur les sociétés et de taxe professionnelle, jouit d'une garantie directe de l'Etat Fédéral de Hesse, comme autorisée en vertu du droit de l'Union Européenne (UE). De plus, Helaba détient des participations dans plusieurs organismes de développement dans Hesse et Thuringe, et plus particulièrement dans des banques de garanties et des sociétés d'investissement dans des PME.

#### **Acquisition du portefeuille NRW-Verbundbank du S-Group Bank au 1er juillet 2012**

Durant l'exercice 2012, Helaba a repris l'activité *Verbundbank* de l'ancien WestLB. Le 1er juillet 2012, Helaba a acquis le portefeuille *Verbundbank* de *NRW-Verbundbank* avec un actif total d'environ 43 milliards d'euros. Le transfert technique du portefeuille *Verbundbank* a été réalisé et la transaction a été inscrite au Registre du Commerce le 17 septembre 2012. Depuis le transfert de propriété au 1er juillet 2012, Helaba reconnaît effectif à cette date le transfert des actifs, passifs, dépenses et revenus.

Les actifs, passifs, droits et obligations contenus dans le portefeuille *Verbundbank* ont été transférés à Helaba avec une valeur d'exploitation de zéro, tenant compte d'un montant à recevoir de la part d'*Erste Abwicklungsanstalt* (EAA) par Helaba. Les actifs et passifs acquis ont été initialement reconnus à leur juste valeur. La valeur des actifs et passifs reçus a été déterminée par des évaluateurs (la plupart externes) comme partie intégrante du prix d'achat.

A cours de l'acquisition de *NRW-Verbundbank*, plus de 400 salariés de, anciennement, WestLB, sont devenus salariés de Helaba.

Suite à l'acquisition de *NRW-Verbundbank*, Helaba a obtenu quatre nouveaux actionnaires publics au 4 juillet 2012 : l'Association des Caisses d'Epargne et des Banques Postales de Rhénanie (*Rheinischer Sparkassen- und Giroverband* - (RSGV)), l'Association des Caisses d'Epargne de Westphalie-Lippe (*Sparkassenverband Westfalen-Lippe*-(SVWL)) ainsi que deux sociétés d'investissement du Fonds de Réserve des banques postales centrales régionales et du Fonds de Soutien des Caisses d'Epargne régionales (*Sparkassenstützungsfonds*). Les nouveaux actionnaires publics ont acquis des participations dans la société Helaba par des apports en numéraire à hauteur d'un milliard d'euros, et le capital social d'Helaba a été porté de 477 millions d'euros à 589 millions d'euros au cours de l'opération. La contribution a porté les réserves en capital à 888 millions d'euros. La structure de l'actionnariat d'Helaba, relativement aux actions détenues dans le capital ordinaire, se présente comme suit : Association des Caisses d'Epargne et des Banques de virement de Hesse-Thuringe (*Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen* – (SGVHT)) 68,85 pour cent, Etat de Hesse 8,10 pour cent, Etat de Thuringe 4,05 pour cent, RSGV 4,75 pour cent, SVWL 4,75 pour cent, FIDES Beta GmbH 4,75 pour cent, FIDES Alpha GmbH 4,75 pour cent. En ce sens, les

actions de FIDES Beta GmbH sont détenues en fiducie pour le compte de l'Association Allemande des Caisses d'Épargne et Banques de virement (*Deutscher Sparkassen- und Giroverband e.V.* - (DSGV)) en leur qualité de propriétaire du régime de protection des dépôts et d'indemnisation des investisseurs des *Landesbanks* et banques postales centrales. Les actions de FIDES alpha GmbH sont détenues en fiducie pour le compte des associations régionales des caisses d'épargne en leur qualité de propriétaire des régimes de protection des dépôts et d'indemnisation des investisseurs des caisses d'épargne.

### **Information sur l'évolution de l'activité**

L'environnement concurrentiel du secteur bancaire allemand est dominé par des taux d'intérêt historiquement et en permanence bas, un environnement réglementaire qui évolue rapidement, la sortie du marché de certaines banques et des ajustements structurels des processus dans le business modèle de nombreux établissements de crédit. Tout ceci se trouve exacerbé par la dégradation de la notation externe pour un nombre important d'acteurs sur le marché.

Les changements dans le cadre réglementaire conduisent à une baisse structurelle de la profitabilité pour le secteur bancaire et le pousse donc à revoir à la baisse ses objectifs de profitabilité.

Les plus grands défis de la régulation bancaire incluent :

En décembre 2010, le Comité de Bâle sur le Contrôle Bancaire publiait des standards futurs de règlement sur le capital des banques et la liquidité (Bâle III). En UE, les nouvelles exigences seront mises en œuvre sur la base d'un ensemble d'amendements apportés à la Directive sur les Exigences de Fonds Propres ("CRD IV") et à la réglementation correspondante ("CRR"). Les négociations internes à l'Union Européenne sur les détails exacts entre le Conseil Européen, la Commission et le Parlement Européen (le "Trilogue") vont se poursuivre au premier trimestre 2013. CRD IV / CRR doit entrer en vigueur au début de l'année 2014.

Les futures exigences en fonds propres pour les établissements de crédit vont être renforcées de manière significative, tant en terme de qualité que de quantité. En plus d'une application progressive des nouveaux ratios de fonds propres à l'horizon 2019, la CRD IV prévoit une période de transition jusqu'en 2022 en faveur des instruments de capital actuellement reconnus comme des fonds propres de première catégorie par la réglementation mais qui ne rempliront plus les exigences applicables au *common equity tier-1* (CET-1). Pour Helaba, ces dispositions concernent l'apport tacite de 395 millions d'euros par l'Association Commune des Caisses d'Épargne de Hesse-Thuringe, l'apport tacite de 500 millions d'euros par Main Capital Funding et l'apport tacite de 158 millions d'euros par des sociétés d'assurance-vie. La conversion, à la fin de l'année 2011, de l'apport tacite de l'Etat de Hesse pour un montant de 1,92 milliards d'euros en capital, répondant à toutes les exigences de fonds propres CET-1 conformément à Bâle III/CRD IV, permet à Helaba de remplir toutes les futures exigences réglementaires en matière de fonds propres connues jusqu'à présent. Il n'est pas possible de savoir clairement si l'autorité de supervision allemande prévoit d'imposer des exigences de fonds propres complémentaires pour les institutions financières nationales d'importance systémique et d'introduire des garanties contra cycliques sous forme de fonds propres, comme les garanties contre le risque systémique instaurés ces dernières années.

En janvier 2013, le Comité de Bâle a décidé les amendements aux projets précédents concernant les ratios à respecter dans le futur. La date à laquelle le ratio de liquidité à court terme (LCR) devra être pleinement respecté a été repoussée de 2015 à 2018. Au même moment, la catégorie d'actifs éligible au titre des garanties de liquidité a été étendue et les conditions du scénario de crise qui devront être supportées ont été modifiées. Il est également prévu d'introduire un ratio d'endettement, de mettre en place un ratio minimum de fonds propres réglementaire pour les actifs non pondérés en fonction du risque et les actifs enregistrés hors bilan. Le but est de faire de cet instrument, qui n'est pas fonction du niveau de risque des opérations, un critère obligatoire au plus tôt en 2018, après examen par l'UE.

Au début du mois de février 2013, le gouvernement allemand a déposé un projet de loi tendant à l'introduction d'une réglementation sur les plans de recouvrement et de règlement dans la Loi Bancaire Allemande (*Kreditwesengesetz*, KWG). Selon ce projet, les institutions financières nationales d'importance systémique auront l'obligation de préparer un plan de recouvrement, qui précise les mesures que peut prendre l'établissement de crédit afin de rétablir sa stabilité financière grâce à ses propres ressources en cas de détérioration significative de sa position financière. En novembre 2012, l'Autorité Fédérale de Supervision Financière (BaFin) a demandé à plusieurs établissements de crédit allemands, y compris Helaba, de développer et de mettre en place des plans de recouvrement préventifs d'ici la fin de l'année 2013.

La Commission Européenne prévoit de présenter un projet relatif à la future structure des banques de l'Union Européenne au troisième trimestre 2013, dans lequel la discussion autour du soi-disant "système de séparation institutionnelle des banques commerciales et des banques d'investissement" (*Trennbankensystem*) est revisitée. Ainsi, les banques ayant une activité de *trading* significative (mesurée par le ratio des activités de *trading* sur les actifs totaux ou par le volume absolu des transactions) seraient dans l'obligation de séparer les activités de *trading* du groupe des autres activités bancaires et de remplir des exigences séparées en matière de fonds propres. Au début du mois de février 2013, le gouvernement allemand a déposé un projet de loi d'ensemble relatif à la « séparation des risques et aux plans de recouvrement et de règlement des établissements de crédit ». En vertu de ce projet, les activités de *trading* devront, selon certains critères, être légalement distinguées des autres activités dans des filiales séparées. A l'heure actuelle, Helaba espère qu'aucun changement dans son business modèle ne sera requis.

La Banque a réagi à l'augmentation des prix résultant de la réglementation plus stricte et à l'augmentation de la pression concurrentielle en introduisant un processus et un programme d'optimisation des ressources (Helaba PRO) afin d'améliorer les procédés dans ses activités de banque.

## 2.8 Capital ou équivalent :

### 2.8.1 Montant du capital souscrit et entièrement libéré :

Comme mentionné aux pages 147, 212 et 237 des comptes consolidés 2012 de HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (*Appendix I*), au 31 décembre 2012, le capital souscrit et libéré de l'Emetteur s'élevait à 2.509 millions d'euros.

Helaba a renforcé ses fonds propres en obtenant de nouveaux actionnaires et en augmentant son "*common tier- I capital*" de 1.000 millions d'euros. A la suite de l'augmentation de capital, la *Sparkassen- und- Giroverband Hessen-Thüringen* (l'Association des Caisses d'Epargne et Banques Postales) reste l'actionnaire principal d'Helaba détenant 68,85% du capital. L'Etat Fédéral de Hesse détient 8,1% du capital et l'Etat de Thuringe, 4,05%. Les nouveaux actionnaires sont le *Rheinischer Sparkassen- und Giroverband*, le *Westfälisch- Lippischer Sparkassenverband*, Fides Alpha GmbH et Fides Beta GmbH, détenant chacun 4,75% du capital.

En plus des apports payés conformément à la Charte pour un montant de 477 millions d'euros et des apports tacites payés par l'Etat Fédéral de Hesse pour un montant de 1.920 millions d'euros, le capital souscrit de 2.509 millions d'euros (2.397 millions d'euros en 2011) comprend dorénavant le capital social de 112 millions d'euros, payés par les nouveaux actionnaires en 2012.

### 2.8.2 Montant du capital souscrit et non entièrement libéré :

Non applicable.

**2.9 Répartition du capital global :**

Comme mentionné en page 212 des comptes consolidés 2012 de HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (*Appendix I*) au 31 décembre 2012, les principaux actionnaires suivants ont été déclarés à Helaba :

<i>Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</i> (L'Association des Caisses d'Épargne et Banques Postales)	68,85%
L'Etat Fédéral de Hesse	8,10%
L'Etat Fédéral de Thuringe	4,05%
<i>Rheinischer Sparkassen-und Giroverband</i>	4,75%
<i>Westfälisch-Lippischer Sparkassenverband</i>	4,75%
Fides Alpha GmbH	4,75%
Fides Beta GmbH	4,75%

**2.10 Marchés règlementés sur lesquels les actions de l'Émetteur sont négociées :**

Non applicable.

**2.11 Composition du Conseil d'Administration et Conseil de Surveillance :**

L'organe de direction de la Banque est constitué d'un Conseil d'Administration et d'un Conseil de Surveillance.

Les membres du Conseil d'Administration sont nommés par le Conseil des Détenteurs constitué de seize membres (§8(1) de la Charte d'Helaba) et approuvés par le Conseil de Surveillance.

A la date de signature du Programme, les membres du Conseil d'Administration sont :

Hans-Dieter Brenner (Chairman)  
Jürgen Fenk  
Klaus-Dieter Gröb (jusqu'au 31 juillet 2013)  
Thomas Groß  
Dr. Detlef Hosemann  
Rainer Krick  
Dr. Norbert Schraad

Le Conseil de Surveillance supervise la conduite des affaires du Conseil d'Administration.

Il est composé de trente-six membres (§11(1) de la Charte d'Helaba).

A la date de signature du Programme, les membres du Conseil de Surveillance sont :

PRÉSIDENT  
Gerhard Grandke

ADJOINTS  
Dr. Werner Henning  
Dr. Thomas Schäfer  
Hans Martz

Thorsten Derlitzki  
Franz Josef Schumann

#### MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE

Prof. Dr. h.c. Ludwig G. Braun

Ingo Buchholz

Dirk Diedrichs

Georg Fahrenschon

Peter Feldmann

Robert Fischbach

Volker Goldmann

Ulrich Heilmann

Stefan Lauer

Christoph Matschie

Gerhard Möller

Frank Nickel

Clemens Reif

Stefan Reuß

Thorsten Schäfer-Gümbel

Wolfgang Schuster

Dr. Eric Tjarks

Egon Vaupel

Alfred Weber

Stephan Ziegler

Ulrich Zinn

Arnd Zinnhardt

#### MEMBRES DU CONSEIL DE SURVEILLANCE ELUS PAR LES EMPLOYES

Frank Beck

Brigitte Berle

Isolde Burhenne

Thorsten Derlitzki – Président délégué

Gabriele Fuchs

Thorsten Kiwitz

Christiane Kutil-Bleibaum

Annette Langner

Susanne Lorra

Susanne Noll

Hans Peschka

Erich Roth

Birgit Sahliger-Rasper

Wolf-Dieter Tesch

Un adjoint a été nommé pour chaque membre.

## 2.12

### **Méthodes comptables :**

Comme mentionné en page 151 des comptes consolidés 2012 d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (*Appendix I*), les comptes consolidés du groupe Helaba pour l'année se terminant le 31 décembre 2012 ont été établis conformément à la Section 315a (1) HGB et le Règlement (EC) No. 1606/2002 du Parlement Européen et le Conseil du 19 juillet 2002 (Règlement IAS) en conformité avec les normes IFRS telles que publiées par l'IASB (*International Accounting Standard Board*) et transposées par l'Union Européenne.

**2.13 Exercice comptable :**

1er janvier au 31 décembre.

**2.14 Exercice social :**

Comme mentionné en page 257 des comptes consolidés 2012 d'HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE (*Appendix I*)) : du 1er janvier au 31 décembre de chaque année.

**2.15 Programmes d'émission à l'étranger de titres de même nature :**

L'Emetteur a un programme d'*Euro Commercial Paper* et d'*Euro Certificate of Deposit* de 10 milliards d'euros ainsi qu'un programme d'*US Commercial Paper* d'un montant de 5 milliards de dollars US.

**2.16 Notation de l'Emetteur**

La dette courte de l'émetteur est notée de la façon suivante :

- A-1 par S&P (S&P ne note pas le programme);
- P-1 par Moody's ;
- F1+ par Fitch.

**2.17 Informations complémentaires relatives à l'Emetteur**

Non applicable

**III. CERTIFICATION D'INFORMATION**

**RESPONSABILITE DE LA DOCUMENTATION FINANCIÈRE**

Article D. 213-9, II, 3° du Code monétaire et financier.

Merci de vous référer au *Chapter III, English section* (chapitre III de la section en anglais).

**IV. INFORMATION CONCERNANT LA DEMANDE DE LABEL STEP PAR L'EMETTEUR**

Merci de vous référer au *Chapter IV, English section* (chapitre IV de la section en anglais).



## **ANNEXES**

Merci de vous référer aux *Appendices, English section* (Annexes de la section en anglais).

## ENGLISH SECTION

### I. DESCRIPTION OF THE PROGRAMME

#### **DESCRIPTION OF THE CERTIFICATS DE DEPOT PROGRAMME**

Articles D. 213-9, II, 1° and D. 213-11 of the *Code monétaire et financier* and Article 1 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992 and all subsequent amendments.

#### **1.1 Name of the Programme:**

HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) French *Certificats de Dépôt*

#### **1.2 Type of programme:**

Programme of *Certificats de Dépôt* in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.

#### **1.3 Name of the Issuer:**

**HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)**

#### **1.4 Type of issuer:**

Monetary financial institution

#### **1.5 Purpose of the Programme:**

In order to meet the general funding needs of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (the "Issuer" or the "Bank") and its subsidiaries, the Issuer will issue from time to time *Certificats de Dépôt*, in accordance with Articles L. 213-1 A to L. 213-4-1 and D. 213-1 to D. 213-14 of the *Code monétaire et financier* and all applicable regulations.

#### **1.6 Programme size:**

The maximum outstanding amount of *Certificats de Dépôt* issued under the Programme shall be Euros 6,000,000,000 or its equivalent value at the date of issue in any other authorized currencies.

#### **1.7 Characteristics and forms of the Certificats de Dépôt:**

The *Certificats de Dépôt* are Negotiable Debt Securities (*TCNs* or *Titres de Créances Négociables*), issued in bearer form and recorded in the books of authorised intermediaries (book-entry system) in accordance with French laws and regulations.

#### **1.8 Yield basis:**

The remuneration of the *Certificats de Dépôt* is unrestricted.

However, if the Issuer issues *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to an index or an index clause, the Issuer shall only issue *Certificats de Dépôt* with remuneration linked to usual money market indexes, such as but not restricted to: EURIBOR, LIBOR or EONIA.

Such remuneration formulas shall not result in a below par capital redemption.

The Issuer may not issue *Certificats de Dépôt* with potentially variable principal payments.

In the case of an issue of *Certificats de Dépôt* embedding an option of extension or repurchase, as mentioned in paragraph 1.10 below, the conditions of remuneration of such *Certificats de Dépôt* will be set at when the said *Certificats de Dépôt* will be initially issued and shall not be further modified,

including when such an embedded option of extension or repurchase will be exercised.

**1.9 Currencies of issues of the *Certificats de Dépôt*:**

The *Certificats de Dépôt* shall be issued in Euro or in any other currency authorised by laws and regulations in force in France at the time of the issue in accordance with Article D. 213-6 of the French Monetary and Financial Code.

**1.10 Maturity of the *Certificats de Dépôt*:**

The term of the *Certificats de Dépôt* shall be determined in accordance with laws and regulations applicable in France, which implies that, at the date hereof, such term shall not be less than one day and shall not exceed 365 days (366 days in a leap year).

The *Certificats de Dépôt* may be repaid before maturity in accordance with the laws and regulations applicable in France. The early repayment option, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any relevant issuance of *Certificats de Dépôt*.

The Issuer reserves the right to repurchase the *Certificats de Dépôt* subject to, and in compliance with, applicable French laws and regulations.

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may carry one or more embedded option(s) of extension of the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

The *Certificats de Dépôt* issued under the Programme may also carry one or more embedded option(s) of repurchase before the term (hold by either the Issuer or the holder, or linked to one or several events not related to either the Issuer or the holder).

An option of extension or repurchase of *Certificats de Dépôt*, if any, shall be explicitly specified in the confirmation form of any related issuance of *Certificats de Dépôt*.

In any case, the overall maturity of any *Certificat de Dépôt* embedded with one or several of such clauses, shall always - all options of extension or repurchase included – conform to laws and regulations in force in France at the time of the issue.

**1.11 Minimum issuance amount:**

The *Certificats de Dépôt* shall be issued for a nominal amount at least equal to Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

**1.12 Minimum denomination of the *Certificats de Dépôt*:**

Euro 200,000 or its equivalent in other currencies.

**1.13 Status of the *Certificats de Dépôt*:**

The *Certificats de Dépôt* shall constitute direct, unsecured and unsubordinated obligations of the Issuer, ranking at least *pari passu* with all other current and future direct, unsecured, unguaranteed and unsubordinated indebtedness of the Issuer.

**1.14 Governing law that applies to the *Certificats de Dépôt*:**

Any *Certificat de Dépôt* under the Programme will be governed by French law.

All potential disputes related to the issuance of the *Certificats de Dépôt* shall be governed and construed according to French Law.

**1.15 Listing:**

All, or part only, of the *Certificats de Dépôt* issued under this Programme may be admitted to trading on Euronext Paris.

Whether an issue of *Certificats de Dépôt* is admitted to trading on Euronext Paris, it can be verified on the website of Euronext Paris at the following address:

<https://bonds.nyx.com/pt-pt/products/eu-products/short-term>

**1.16 Settlement system of issuance:**

The *Certificats de Dépôt* will be issued through Euroclear France.

**1.17 Ratings of the Programme:**

The ratings P-1 and F1+ have been assigned to the Programme by Moody's Investors Service Ltd and Fitch Ratings respectively.

The ratings may be reviewed at any time by the rating agencies. Investors are invited to refer to the website of the relevant rating agencies in order to have access to the latest rating

Additional information in relation to the rating of the Programme is annexed hereto in Appendix III.

**1.18 Guarantor:**

No.

**1.19 Issuing and Paying Agent (*Agent Domiciliataire*):**

The Issuer has appointed SOCIETE GENERALE as its *Agent Domiciliataire* in relation to the Programme. The Issuer may decide to replace the initial *Agent Domiciliataire* or appoint another *Agent Domiciliataire* and will, following such appointment update the *Documentation Financière* in accordance with French laws and regulations.

**1.20 Arranger:**

SOCIETE GENERALE

**1.21 Dealer:**

The *Certificats de Dépôt* will be placed by the following Placement Agents ("Dealers"): BNP PARIBAS, Crédit Agricole CIB, HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE), ING Bank N.V. and SOCIETE GENERALE

The Issuer may subsequently elect to replace any of the Placement Agent or appoint other Placement Agents; an updated list of such Placement Agents shall be disclosed to investors upon request to the Issuer.

**1.22 Selling Restrictions:**

General selling

No action has been taken or will be taken by the Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the *Certificats de Dépôt* issued under the Programme that would or is intended to permit a public offering of the *Certificats de Dépôt* or the possession or distribution of the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* in any country or jurisdiction where action for that purpose is required.

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber and any further holder of the *Certificats de Dépôt* has undertaken, to the extent possible, to the best of its knowledge, to comply with all applicable laws

and regulations in force in any country or jurisdiction in which it purchases, offers or sells the *Certificats de Dépôt* or possesses or distributes the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* and to obtain any consent, approval or permission required by it for the purchase, offer or sale of *Certificats de Dépôt* under the laws and regulations in force in any jurisdiction to which it is subject or in which it will make such purchases, offers or sales and neither the Issuer, nor any Dealer nor any initial subscriber nor any further holder shall have responsibility therefore.

None of the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt* will either offer, sell or deliver, directly or indirectly, any *Certificats de Dépôt* or distribute the *Documentation Financière* or any other document relating to the *Certificats de Dépôt* in or from any country or jurisdiction except under circumstances that will result in the compliance with any applicable laws and regulations and which will not impose any obligations on the Issuer.

#### France

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be deemed to have represented and agreed on the date on which he purchases the *Certificats de Dépôt*, to comply with applicable laws and regulations in force regarding the offer, the placement or the re-sale of the *Certificats de Dépôt* or the distribution of the documents with respect thereto, in France.

#### United Kingdom

The Issuer, each Dealer, any initial subscriber has represented and agreed and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to represent and agree, that:

- (a) (i) it is a person whose ordinary activities involve it in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of its business, and
- (ii) it has not offered or sold and will not offer or sell any *Certificats de Dépôt* other than to persons whose ordinary activities involve them in acquiring, holding, managing or disposing of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses or who it is reasonable to expect will acquire, hold, manage or dispose of investments (as principal or agent) for the purposes of their businesses where the issue of the any *Certificats de Dépôt* would otherwise constitute a contravention of section 19 of the Financial Services and Markets Act 2000 (FSMA) by the Issuer;
- (b) it has only communicated or caused to be communicated and will only communicate or cause to be communicated any invitation or inducement to engage in investment activity (within the meaning of section 21 of the FSMA) received by it in connection with the issue or sale of any *Certificats de Dépôt* in circumstances in which section 21(1) of the FSMA does not apply to the Issuer; and
- (c) it has complied and will comply with all applicable provisions of the FSMA with respect to anything done by it in relation to such *Certificats de Dépôt* in, from or otherwise involving the United Kingdom.

#### United States

The *Certificats de Dépôt* have not been and will not be registered under the Securities Act of 1933, as amended (the “**Securities Act**”), or any other laws or regulations of any state of the United States of America, and may not be offered or sold within the United States of America, or to, or for the account or benefit of, U.S. persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities

Act) except in certain transactions exempt from the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer, and any initial subscriber have represented and agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to represent and agree, that they have not offered, sold or delivered, and will not offer, sell or deliver, whether directly or indirectly, any *Certificats de Dépôt* within the United States of America or to, or for the account or benefit of, any U.S. person

- (i) as part of their distribution at any time, and
- (ii) otherwise until the day immediately following 40 days after the later of (y) the day on which such *Certificats de Dépôt* are offered and (z) the issue date of such *Certificats de Dépôt* (the “**Distribution Compliance Period**”). In addition, until the conclusion of the Distribution Compliance Period, an offer or sale of *Certificats de Dépôt* within the United States by the Issuer, any Dealer, any initial subscriber or any further holder of the *Certificats de Dépôt*, whether or not participating in the offering, may violate the registration requirements of the Securities Act.

The Issuer, each Dealer and any initial subscriber have also agreed, and any further holder of the *Certificats de Dépôt* will be required to agree that they will send to each distributor, initial subscriber or person to which they sell the *Certificats de Dépôt* during the Distribution Compliance Period a notice setting out the selling and offering restrictions of the *Certificats de Dépôt* in the United States of America or to, or for the account or benefit of, US persons.

The *Certificats de Dépôt* will be offered and sold only outside the United States to persons other than US persons (as defined in accordance with Regulation S under the Securities Act).

#### **1.23 Taxation:**

The Issuer is not bound to indemnify any holder of the *Certificats de Dépôt* in case of taxes which are payable under French law or any other foreign law in respect of the principal of, or the interest on, the *Certificats de Dépôt*, except for any stamp or registration taxes payable by the Issuer under French law.

#### **1.24 Involvement of national authorities:**

Banque de France

#### **1.25 Contact details:**

Information about the Issuer can be obtained from:

- HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)'s website:  
[www.helaba.de](http://www.helaba.de)

- Contacts:

Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale  
Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Frankfurt am Main

Frédéric Topin: Commercial Paper Desk  
e-mail: [frederic.topin@helaba.de](mailto:frederic.topin@helaba.de)  
Tel: +49 69 91 32 - 17 57  
Fax: +49 69 91 32 - 21 53

Birgit Adolph: Liability Management & Funding  
e-mail: [birgit.adolph@helaba.de](mailto:birgit.adolph@helaba.de)  
Tel: +49 69 91 32 - 21 94  
Fax: +49 69 91 32 - 31 77

Bernd Gesser: Liability Management & Funding  
e-mail: bernd.gesser@helaba.de  
Tel: +49 69 91 32 - 31 94  
Fax: +49 69 91 32 - 31 77

**1.26 Additional information on the Programme**

Optional<sup>2</sup>

**1.27 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report**

Please refer to Chapter III, English Section.

**1.28 Updates and communication of the *Documentation Financière*:**

**1.28.1 Updates**

The Issuer shall update in due time the *Documentation Financière* in accordance with the legal laws and regulations applicable for rated programmes of French *Titres de Créances Négociables*.

Annual update

The Issuer shall update each year its *Documentation Financière* within 45 days following the shareholders' annual general meeting, or the equivalent body, voting on the accounts for the last financial year.

Permanent update

The Issuer shall immediately update its *Documentation Financière* following any change to the *Certificats de Dépôt* under this Programme relating to:

- the maximum amount of its outstanding *Certificats de Dépôt* issues;
- its rating;
- the *Agent Domiciliataire*;
- any new circumstance which may have a significant effect on the *Certificats de Dépôt* or on the outcome of the issue programme.

**1.28.2 Communication**

The Issuer shall, in accordance with applicable laws and regulations, immediately and free of charge, provide its *Documentation Financière*, and its updates to the entities involved in the implementation of its Programme such as:

- *Agent Domiciliataire*;
- Intermediaries for the purchase and sale of the *Certificats de Dépôt* and any person who requests them.

The Issuer shall communicate immediately each update to the *Banque de France*.

---

<sup>2</sup> Optional : information not required by French regulation

## II. DESCRIPTION OF THE ISSUER

Article D. 213-9, II, 2° of the *Code monétaire et financier* and Article 2 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992 and all subsequent amendments.

### 2.1 Legal name:

**LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE**

### 2.2 Legal form / status:

The Issuer, which is a credit institution, was founded in the Federal Republic of Germany as a public law institution. It is incorporated under German public law and is subject to the jurisdictions of the courts of the Federal Republic of Germany. Helaba is a legal entity under public law. Helaba, like other banking institutions in the Federal Republic of Germany, is subject to governmental supervision and regulation exercised by the Federal Financial Supervisory Authority (*Bundesanstalt für Finanzdienstleistungsaufsicht*), an independent authority with regulatory powers, with the assistance of the Deutsche Bundesbank under the German Banking Act (*Gesetz über das Kreditwesen*) of 10 July 1961 (as amended).

In addition to such general banking supervision, Helaba is subject to the statutory supervision of the Federal States of Hesse and Thuringia (Sections 2(1) and 12(1) of the State Treaty).

### 2.3 Date of incorporation/establishment:

The *Hessische Landesbank Girozentrale* was formed in 1953 by the merger of *Hessische Landesbank Darmstadt* (founded in 1940), of *Nassauische Landesbank Wiesbaden* (founded in 1840) and the *Landeskreditkasse zu Kassel* (founded in 1832). On 1 July 1992 the Treaty on the Formation of a Joint Savings Bank Organisation between the Federal States of Hesse and Thuringia came into force. Since then Helaba has operated under the name "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale".

The Issuer's legal name is "Landesbank Hessen-Thüringen Girozentrale", the name used for commercial purposes is "Helaba".

Helaba was founded in the Federal Republic of Germany and is incorporated under German public law.

### 2.4 Registered office or equivalent:

Neue Mainzer Strasse 52-58  
D-60311 Frankfurt am Main  
Tel: +49 69 91 32 – 01  
Fax: +49 69 29 15 17

Bonifaciusstrasse 16  
D-99084 Erfurt  
Tel: +49 361 217 – 71 00  
Fax: +49 361 217 – 71 01

### 2.5 Registration number and place of registration:

Helaba is registered with the commercial registers of Frankfurt am Main (HRA 29821) and Jena (HRA 102181).



## 2.6 Issuer's mission:

Helaba is a regional bank.

The Bank shall in particular perform the functions of a central institution for the savings banks in the Federal States of Hesse, Thuringia and North Rhine-Westphalia and the functions of a municipal bank and a state bank in the Federal States of Hesse and Thuringia. The Bank may also assume the functions of a central institution for savings banks in other federal states.

In its capacity as a central institution for savings banks, the Bank shall in particular manage the liquid funds of the savings banks in the federal states specified in sub-section 1 by means of an appropriate investment policy and shall extend appropriate liquidity facilities to the savings banks. It shall also be responsible, in cooperation with the savings banks, for business operations arising from its activities in the aforementioned capacity.

In its capacity as a municipal bank and state bank, the Bank shall conduct the banking operations of local authorities and local authority associations, of the Federal States of Hesse and Thuringia, of other corporations, institutions and foundations under public law and of enterprises associated with them and shall assist them in the realisation of their functions by means of its business operations.

The Bank may perform trustee and public development functions for the Federal States of Hesse and Thuringia and other public authorities. In respect of public development schemes, particularly in the fields of housing and urban development, industry and commerce, agriculture and environmental protection, these functions shall be performed by divisions established within the Bank in Hesse and Thuringia in accordance with section 8 sub-section 4 of the Treaty on the Formation of a Joint Savings Banks Association Hesse-Thuringia.

The Bank shall operate a Building and Loan Association (*Bausparkasse*), in particular in the Federal States of Hesse and Thuringia, in accordance with the provisions of the German Act on Building and Loan Associations (*Gesetz über Bausparkassen*). It shall be a legally dependent institution and shall be known as "Landesbausparkasse Hessen-Thüringen". Separate annual accounts and a management report are to be prepared for the Building and Loan Association.

The Bank may conduct banking operations of all kinds and also perform other services and carry out other transactions customary in the banking industry insofar as such banking operations and other services and transactions are directly or indirectly conducive to achieving the Bank's purposes. Subject to this, the Bank may acquire equity holdings, create its own independent institutions and acquire and dispose of developed and undeveloped real property and equivalent titles.

The Bank shall be entitled to issue *Pfandbriefe* in accordance with the provisions of the German *Pfandbrief Act (Pfandbriefgesetz)* and other bonds.

Within the scope of its functions the Bank may become a member of associations and other organisations.

The Bank's business operations shall be conducted on the basis of good commercial practice taking into account general economic considerations and serving the needs of the savings banks and municipal authorities. In view of the public nature of the Bank's mission, generating profit shall not be the main object of its business operations.

### **Deposit Protection and Investor Compensation Scheme**

As a member of the Deposit Security Reserve (*Sicherungsreserve*) of the *Landesbanks/Central Giro Institutions*, Helaba is a member of the Deposit Protection and Investor Compensation Scheme of

the *Sparkassen-Finanzgruppe* (the "Scheme"). The aim of the Scheme is to ensure that the member institutions themselves are protected, in particular their liquidity and solvency. All savings banks, *Landesbanks* and home loan and savings associations (*Landesbausparkassen*) are members of this Scheme. The Scheme consists of the following funds which form a joint liability scheme providing compensation in accordance with their respective by-laws or Charters: eleven Savings Banks Guarantee Funds (*Sparkassenstützungsfonds*) operated by the regional savings banks and giro associations, the Deposit Security Reserve (*Sicherungsreserve*) of the *Landesbanks* and Central Giro Institutions and the Deposit Protection Fund (*Sicherungsfonds*) of the *Landesbausparkassen*. In the event of a crisis, liquidity and solvency of an institution can be protected by relevant support measures. Institutions affected by the crisis can thus be enabled to continue performing their obligations without restrictions. Thus, the deposits of customers are also protected without any limitation in terms of amount.

In addition, there is the Reserve Fund of the Savings Banks and Giro Association Hesse-Thuringia, of which Helaba has become a member.

## 2.7

### **Brief description of current activities:**

(I and II of 3° of Article 2 of the Amended Order (*arrêté*) of 13 February 1992).

### **Business Overview**

Helaba is authorized to perform any kind of banking operations and to render any kind of financial services, with the exception of operating a Multilateral Trading Facility.

Helaba's strategic business model centres on the three corporate units "Wholesale Business", "S-Group, Private Customers and SME Business" and "Public Development and Infrastructure Business".

Helaba concentrates its business activities in the "Wholesale Business" unit on the six core business areas of Real Estate, Corporate Finance, Financial Institutions and Foreign Public Bodies, Global Markets, Asset Management and Transaction Business. Helaba follows a twin-track sales strategy according to which it not only targets product customers from the various product fields, but also directs customer sales efforts across all products at major companies and the upper SME segment, institutional customers, domestic public bodies and municipal corporations. It also maintains a direct presence in local markets through its branch offices in London, Paris and New York and international representative offices in Madrid, Moscow and Shanghai.

In the corporate unit "S-Group, Private Customer and SME Business", Helaba according to its own assessment is a leading S-Group Bank for savings banks in Germany. In Hesse and Thuringia Helaba and the S-Group *Sparkassen* make up the *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, based on the business model of economic unity and a joint *Verbund* rating. In summer 2012, comprehensive co-operation and business agreements were entered into with the *Sparkassen* and their associations in North Rhine-Westphalia. In addition, there are sales co-operation agreements with the *Sparkassen* in Brandenburg. The co-operation agreements with the *Sparkassen* in North Rhine-Westphalia and Brandenburg complement the S-Group Concept of the *Sparkassen-Finanzgruppe Hessen-Thüringen*, which continues in its current form. In connection with the acquisition of *NRW-Verbundbank* in summer 2012, the two Finance Ministries transferred the role of central savings bank to Helaba for the *Sparkassen* in North Rhine-Westphalia and Brandenburg.

Via the legally dependent *Landesbausparkasse Hessen-Thüringen*, Helaba holds at its own opinion a leading position in *Bausparkassen* business in both of these Federal States. *Frankfurter Sparkasse*, a wholly owned subsidiary of Helaba, is at the issuer's own opinion a leading retail bank in the Frankfurt/Main region. Via *1822direkt Frankfurter Sparkasse* is acting in the national direct bank business. Via *Frankfurter Bankgesellschaft (Schweiz) AG* and the latter's wholly-owned subsidiary *Frankfurter Bankgesellschaft (Deutschland) AG*, Helaba covers the range of products for

*Sparkassen* in the segment of private banking, wealth management and asset management.

Helaba's Public Development and Infrastructure Business unit administers public development programmes for the state of Hesse through *Wirtschafts- und Infrastrukturbank Hessen* (WIBank), a legally dependent institution within Helaba. WIBank, which is exempt from corporate income tax and trade tax, enjoys the direct statutory guarantee of the State of Hesse as permitted under EU law. In addition, Helaba has interests in numerous other development institutions in Hesse and Thuringia, most notably in guarantee banks and SME investment companies.

Takeover of the S-Group Bank portfolio of NRW-Verbundbank as at 1 July 2012

In the financial year 2012 Helaba took over the *Verbundbank* business of the former WestLB. As at 1 July 2012, Helaba acquired the *Verbundbank* portfolio of *NRW-Verbundbank* with total assets of approximately € 43 billion. The technical transfer of the *Verbundbank* portfolio was completed and the transaction was entered in the Commercial Register on 17 September 2012. Since beneficial ownership was transferred on 1 July 2012, Helaba recognised the assets and liabilities and expenses and income transferred with effect from that date.

The assets and liabilities and rights and obligations contained in the *Verbundbank* portfolio were transferred to Helaba at a going concern value of zero, taking into account an amount receivable by Helaba from *Erste Abwicklungsanstalt* (EAA). The assets and liabilities acquired were initially recognized at fair values. The values of the assets and liabilities received were determined by valuers (most of them external) as part of the purchase price allocation.

In the course of the takeover of *NRW-Verbundbank*, more than 400 employees of the former WestLB became employees of Helaba.

As a result of the acquisition of *NRW-Verbundbank*, Helaba obtained four new public owners as at 4 July 2012: the Rhine Savings Banks and Giro Association (*Rheinischer Sparkassen- und Giroverband-RSGV*), the Westfalen-Lippe Savings Bank Association (*Sparkassenverband Westfalen-Lippe-SVWL*) as well as two trust companies of the Reserve Fund of the *Landesbanken* central giro institutions and of the regional Savings Banks Support Fund (*Sparkassenstützungsfonds*). The new public owners acquired interests in Helaba by making cash contributions of € 1 billion, and Helaba's equity capital was increased from € 477 million to € 589 million in the process. The contribution resulted in an increase in capital reserves of € 888 million. The ownership structure of Helaba, in relation to the shares held in the ordinary capital, is as follows: Savings Banks and Giro Association Hesse-Thuringia (*Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen - SGVHT*) 68.85 per cent, State of Hesse 8.10 per cent, Free State of Thuringia 4.05 per cent, RSGV 4.75 per cent, SVWL 4.75 per cent, FIDES Beta GmbH 4.75 per cent, FIDES Alpha GmbH 4.75 per cent. In this connection, the shares of FIDES Beta GmbH are held on trust on behalf of the German Savings Banks and Giro Association (*Deutscher Sparkassen- und Giroverband e.V. - DSGV*) as the owner of the deposit protection and investor compensation scheme of the *Landesbanken* and central giro institutions. The shares of FIDES Alpha GmbH are held on trust on behalf of the savings banks' regional associations as the owners of the deposit protection and investor compensation schemes of the savings banks.

### **Trend Information**

The competitive environment of the German banking industry is dominated by persistent historically low interest rates, a rapidly changing regulatory environment, the exit of individual banks from the market and structural adjustment processes in the business models of many credit institutions. This is exacerbated by external rating downgrades for a large number of market participants.

The changes in the regulatory framework will lead to structurally lower profitability for the entire banking industry and therefore force it to revise its profitability targets downwards.

The main challenges of bank regulation include:

In December 2010, the Basel Committee on Banking Supervision of the Group of Governors and Heads of Supervision published proposals for future capital and liquidity requirements ("Basel III"). Within the EU, the new requirements are to be implemented on the basis of a package of amendments to the Capital Requirements Directive ("CRD IV") and corresponding regulations ("CRR"). The EU-internal negotiations on the exact details between the European Council, the Commission and the European Parliament ("Trilogue negotiations") will be continued in the first quarter of 2013. CRD IV/CRR is expected to enter into effect at the beginning of 2014.

The future capital requirements for credit institutions will become significantly tighter in terms of both quality and quantity. In addition to the gradual introduction of the new capital ratios by 2019, CRD IV provides for a transitional phase until 2022 for capital instruments that are currently recognized as regulatory Tier 1 capital, but will not meet the future requirements for Common Equity Tier 1 capital (CET 1 capital). At Helaba, this concerns silent partner contributions from the Joint Savings Banks Association Hesse-Thuringia amounting to € 395 million, silent partner contributions from Main Capital Funding amounting to € 500 million and silent partner contributions from life insurance companies amounting to € 158 million. The conversion at the end of 2011 of the State of Hesse's silent partner contribution of € 1.92 billion into capital contributions, which meet all the requirements for CET 1 capital in accordance with Basel III/CRD IV, means that Helaba meets all future regulatory capital requirements known at present. It is not yet clear to what extent the supervisory authorities in Germany will impose additional capital add-ons on nationally systemically important credit institutions and introduce anti-cyclical capital buffers as well as a buffer for systematic risk in the next few years.

In January 2013, the Basel Committee resolved amendments to earlier drafts for liquidity ratios to be met in future. The date for meeting the liquidity coverage ratio (LCR) in full has been moved from 2015 to 2018. At the same time, the group of assets eligible as liquidity buffer has been extended and the conditions of the crisis scenario to be assumed have been modified. There are also plans to introduce a leverage ratio to set a minimum ratio of regulatory capital to non-risk-weighted on-balance-sheet and off-balance-sheet items. The intention is to make this instrument, which does not differentiate on the basis of the risk level of transactions, a mandatory criterion in 2018 at the earliest, subject to prior examination by the EU.

At the beginning of February 2013, the German government tabled a bill for the incorporation of recovery and resolution plan regulations into the German Banking Act (*Kreditwesengesetz*, KWG). Under these proposals, globally and nationally systemically important institutions are to be obliged to prepare a recovery plan, which specifies measures the credit institution can take to restore its financial stability with its own resources in case there is a significant deterioration in its financial position. In November 2012, the Federal Financial Supervisory Authority (BaFin) requested a number of German credit institutions, including Helaba, to develop and implement preventive recovery plans by the end of 2013.

The EU Commission is planning to present proposals for the future bank structure in the EU in the third quarter of 2013, in which the discussion surrounding the so-called "system of institutional separation of commercial and investment banking functions" (*Trennbankensystem*) is revisited. Thus, banks with significant trading activities (measured as the ratio of trading activities to total assets or in terms of the absolute trading volume) would be required to ring-fence their trading activities within the group from the other banking business and meet separate capital requirements. At the beginning of February 2013, the German government tabled an omnibus bill for the "ring-fencing of risks and for the planning, recovery and resolution of credit institutions". Under this bill, trading activities will under certain criteria require that trading activities are legally segregated from the other business areas in separate subsidiaries. At the present time, Helaba expects that no changes to its business model will be required.

The Bank reacts to higher costs resulting from stricter regulation and the increasing competitive pressure by introducing a process and resource optimization programme (Helaba PRO) for enhancing the bank-wide business processes.

## **2.8 Capital or equivalent :**

### **2.8.1 Amount of capital subscribed and fully paid:**

As mentioned on pages 147, 212 and 237 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I), as at 31 December 2012, the Issuer has a subscribed and fully paid capital of Euro 2,509 millions.

In 2012, Helaba strengthened its capital base by adding new co-owners and increasing common equity Tier 1 capital by Euro 1,000 millions. Following the capital increase, the *Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen* is still Helaba's largest co-owner, holding 68.85%. The State of Hesse holds 8.1% of the share capital and the Free State of Thuringia 4.05%. The new co-owners, each of which holds 4.75%, are the *Rheinischer Sparkassen- und Giroverband*, the *Westfälisch-Lippischer Sparkassenverband*, Fides Alpha GmbH and Fides Beta GmbH.

In addition to the share capital paid in according to the Charter amounting to Euro 477 millions and the equity equivalent silent partner contributions paid in by the State of Hesse amounting to Euro 1,920 millions, the subscribed capital of Euro 2,509 million (2011: Euro 2,397 millions) now also comprises the share capital of Euro 112 million paid in by the new co-owners in 2012.

### **2.8.2 Fraction of issued capital not fully paid-up**

Not applicable.

## **2.9 List of main shareholders:**

As mentioned on page 212 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) the main shareholders of the Issuer are:

<i>Sparkassen- und Giroverband Hessen-Thüringen</i>	68.85%
Federal State of Hesse	8.10%
Free State of Thuringia	4.05%
<i>Rheinischer Sparkassen- und Giroverband</i>	4.75%
<i>Westfälisch-Lippischer Sparkassenverband</i>	4.75%
Fides Alpha GmbH	4.75%
Fides Beta GmbH	4.75%

## **2.10 Listing of shares of the Issuer:**

Not applicable.

## **2.11 Composition of governing bodies and supervisory bodies:**

The management of the Bank is constituted of a Board of Managing Directors and a Supervisory Board.

The members of the Board of Managing Directors are appointed by the Board of Owners who consists of sixteen members (§8(1) of the Charter of Helaba) and approved by the Supervisory Board.

As at the date of the signature of the Programme, the members of the Board of Managing Directors are:

Hans-Dieter Brenner (Chairman)  
Jürgen Fenk  
Klaus-Dieter Gröb (until 31 July 2013)  
Thomas Groß  
Dr. Detlef Hosemann  
Rainer Krick  
Dr. Norbert Schraad

The Supervisory Board supervises the conduct of business of the Board of Managing Directors and consists of thirty-six members (§11(1) of the Charter of Helaba).

As at the date of the signature of the Programme, the members of the Supervisory Board are:

CHAIRMAN  
Gerhard Grandke

DEPUTIES  
Dr. Werner Henning  
Dr. Thomas Schäfer  
Hans Martz  
Thorsten Derlitzki  
Franz Josef Schumann

MEMBERS OF THE SUPERVISORY BOARD

Prof. Dr. h.c. Ludwig G. Braun  
Ingo Buchholz  
Dirk Diedrichs  
Georg Fahrenschon  
Peter Feldmann  
Robert Fischbach  
Volker Goldmann  
Ulrich Heilmann  
Stefan Lauer  
Christoph Matschie  
Gerhard Möller  
Frank Nickel  
Clemens Reif  
Stefan Reuß  
Thorsten Schäfer-Gümbel  
Wolfgang Schuster  
Dr. Eric Tjarks  
Egon Vaupel  
Alfred Weber  
Stephan Ziegler  
Ulrich Zinn  
Arnd Zinnhardt

MEMBERS OF THE SUPERVISORY BOARD ELECTED BY THE EMPLOYEES

Frank Beck  
Brigitte Berle

Isolde Burhenne  
Thorsten Derlitzki-Deputy Chairman  
Gabriele Fuchs  
Thorsten Kiwitz  
Christiane Kutil-Bleibaum  
Annette Langner  
Susanne Lorra  
Susanne Noll  
Hans Peschka  
Erich Roth  
Birgit Sahliger-Rasper  
Wolf-Dieter Tesch

For each member a deputy member has been appointed.

**2.12 Accounting methods:**

As mentioned on page 151 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I), the consolidated financial statements of the Helaba Group for the year ended 31 December 2012 have been prepared pursuant to Section 315a (1) HGB and Regulation (EC) No. 1606/2002 of the European Parliament and of the Council of 19 July 2002 (IAS Regulation) in accordance with the International Financial Reporting Standards (IFRSs), as published by the International Accounting Standards Board (IASB) and adopted by the European Union (EU).

**2.13 Accounting year:**

1st January to 31st December.

**2.14 Fiscal year:**

As mentioned on page 257 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I), the fiscal year starts on 1st January and ends on 31st December.

**2.15 Other short term paper programmes of the Issuer:**

The Issuer has a 10 billion Euro-Commercial Paper, Euro-Certificate of Deposit Programme and a 5 billion USD-Commercial Paper Programme.

**2.16 Rating of the Issuer**

Short term debt of the issuer is rated:

- A-1 by S&P (S&P does not rate the programme);
- P-1 by Moody's;
- F1+ by Fitch.

**2.17 Additional information on the Issuer**

Not applicable.

**III. CERTIFICATION OF INFORMATION**

**RESPONSIBILITY FOR THE *DOCUMENTATION FINANCIERE***

Article D. 213-9, II, 3° of the *Code monétaire et financier*

**3.1 Person responsible for the *Documentation Financière* concerning the programme of French**

***Certificats de Dépôts:***

Name: Birgit Adolph  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Title: Middle Office Clerc

Name: Bernd Gesser  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Title: Head of Transaction Management

Name: Frédéric Topin  
HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE)  
Title: Money Market / Repo

**3.2 Declaration of the person responsible for the *Documentation Financière* concerning the programme of French *Certificats de Dépôts*:**

To our knowledge, the information contained in this *Documentation Financière*, including the French summary, is true and there is no information the omission of which would make such information misleading.

**3.3 Date, Place of signature and Signature:**


Executed in Frankfurt, on July 3rd 2013.



Birgit ADOLPH



Bernd GESSER



Frédéric TOPIN

**3.4 Independent auditors of the Issuer, who have audited the accounts of the Issuer's annual report**

**Independent auditor**

Markus Burghardt  
Wolfgang Weigel

PricewaterhouseCoopers Aktiengesellschaft Wirtschaftsprüfungsgesellschaft,  
Friedrich-Ebert-Anlage 35-37,  
60327 Frankfurt am Main  
Germany

**Auditor's opinion**

The Auditor's opinions appear on:

- Page 257 of the Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I);
- Page 243 of the Consolidated Annual Report 2011 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN GIROZENTRALE) (Appendix I).



#### **IV. INFORMATION CONCERNING THE ISSUER'S REQUEST OF THE STEP LABEL**

An application for a STEP label for this Programme will be made to the STEP Secretariat. Information as to whether the STEP label has been granted for this Programme may be made available on the STEP market website (initially [www.stepmarket.org](http://www.stepmarket.org)).

This website is not sponsored by the Issuer and the Issuer is not responsible for its content or availability.

Unless otherwise specified in this Information Memorandum, the expressions "STEP", "STEP Market Convention", "STEP label", "STEP Secretariat", and "STEP market website" shall have the meaning assigned to them in the Market Convention on Short-Term European Paper dated 25 October 2010 and adopted by the ACI – The Financial markets Association and the European Banking Federation (as amended from time to time).

## **APPENDICES**

- I Issuer's Consolidated Annual Reports and financial accounts**  
Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN  
GIROZENTRALE)  
Consolidated Annual Report 2011 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN  
GIROZENTRALE)
- II Report of independent auditors**
- III Rating of the Programme, additional information**

## **Appendix I**

### **Issuer's consolidated Annual Reports and financial accounts**

Consolidated Annual Report 2012 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN  
GIROZENTRALE)

See attachment: Helaba -Annual Report-

**<http://www.helaba.de/en/InvestorRelations/Geschaeftsberichte/GB2012>**

Consolidated Annual Report 2011 of HELABA (LANDESBANK HESSEN-THÜRINGEN  
GIROZENTRALE) See attachment: Helaba -Annual Report-

**<http://www.helaba.de/en/InvestorRelations/Geschaeftsberichte/GB2011>**

Also available on [www.helaba.de](http://www.helaba.de)

**Appendix II**

**Report of independent auditors**

Please see Appendix I

### **Appendix III**

#### **Rating of the Programme, additional information**

##### **Moody's Investors Service**

Rating assigned by Moody's Investors Service to this Programme can be checked at the following internet address:

<http://www.moodys.com/credit-ratings/Landesbank-Hessen-Thuringen-GZ-credit-rating-370500>

Moody's Investors Service identifier for Helaba: 370500

Moody's Investors Service identifier for this French *Certificats de Dépôt* programme is: 822584677

##### **Fitch Ratings**

Rating assigned by Fitch to this Programme can be checked at the following internet address:

[http://www.fitchratings.com/creditdesk/ratings/issr\\_rtng.cfm?issr\\_id=81203656](http://www.fitchratings.com/creditdesk/ratings/issr_rtng.cfm?issr_id=81203656)

Fitch Rating Services identifier for Helaba: 81203656